

DÉLIBÉRATION N°CP 2022-108

DU 23 MARS 2022

GRATUITÉ DES TRANSPORTS POUR LES JEUNES EN INSERTION : SOLDE DE LA SUBVENTION 2021 ET AVENANT À LA CONVENTION RÉGION-IDF MOBILITÉS-COMUTITRES.

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code du travail, notamment ses articles L5314-1 et suivants, L6121-1 et R5131-6 ;

VU la loi quinquennale n° 93-1313 du 20 décembre 1993 modifiée relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle ;

VU la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU la délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 relative au schéma régional de la formation tout au long de la vie 2007 – 2013 ;

VU la délibération n° CR 58-08 du 26 juin 2008 relative au service public régional de la formation et de l'insertion professionnelles ;

VU la délibération n° CR 54-09 du 19 juin 2009 relative au service public régional de formation et d'insertion professionnelles : refonte des dispositifs régionaux de formations des personnes privées d'emploi ;

VU la délibération n° CP 11-526 du 7 juillet 2011 relative à l'aide régionale au financement de la gratuité des transports destinée aux jeunes en insertion ;

VU la délibération n° CP 14-768 du 20 novembre 2014 portant soutien régional aux missions locales, avances des subventions 2015 et ajustement 2014 ;

VU la délibération n° CR 57-15 du 18 juin 2015 relative à la participation régionale au financement du tarif uniques des forfaits Navigo, Navigo solidarité et Imagine R « étudiant » toutes zones ;

VU la délibération n° CP 15-464 du 9 juillet 2015 portant aide au transport des jeunes en insertion : nouvelle convention entre la région, le STIF, la RATP, SNCF-TRANSILIEN, et l'OPTILE, relative aux modalités de financement et de distribution des chèques mobilité ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CP 2020-114 du 4 mars 2020, portant adoption de la convention entre la région Île-de-France, Île-de-France Mobilités et le GIE COMUTITRES, fixant les conditions d'attribution du droit à la gratuité, de la délivrance du titre et des modalités de financement de la mesure « gratuité des transports pour les jeunes en insertion » pour les années 2020, 2021 et 2022 ;

VU la délibération n° CR 2021-038 du 2 juillet 2021 relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CP 2021-237, du 22 juillet 2021 portant acompte sur la subvention 2021 à IDF Mobilités pour la mise en œuvre de la gratuité des transports pour les jeunes en insertion ;

VU la délibération n° CP 2021-462 du 19 novembre 2021 relative à la convention entre la Région et l'ASP - Frais de gestion ASP 2022 - Remises gracieuses - Règlement d'intervention "Rémunération des stagiaires" ;

VU Le budget de la région Ile-de-France pour 2022 ;

VU l'avis de la commission de la jeunesse, de la promesse républicaine et de l'insertion professionnelle ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2022-108 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

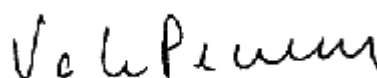
Article 1 :

Affecte, au titre du solde de la subvention 2021, votée dans le rapport CP 2021-237 du 22 juillet 2021, et allouée à Île-de-France Mobilités (ex. STIF) pour la mise en œuvre de la mesure « gratuité des transports pour les jeunes en insertion », une autorisation d'engagement de **945 790,40 €**, disponible sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 116 « Autres », programme HP 116-004 (111 004) « Accès à l'information et à l'orientation », action 11100404 « Gratuité des transports pour les jeunes en insertion » du budget de 2022.

Article 2 :

Approuve l'avenant à la convention entre la Région, Île-de-France Mobilités (ex. STIF) et le GIE Comutitres, fixant les conditions d'attribution du droit à la gratuité, de la délivrance du titre et des modalités de financement de la mesure pour les années 2020, 2021 et 2022, figurant en annexe 1 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ANNEXE A LA DELIBERATION

**Avenant à la convention "Gratuité des transports
pour les jeunes en insertion"**

Avenant n° 1 à la convention entre la Région Île-de-France, Île-de-France Mobilités et le GIE COMUTITRES, relative aux conditions d'attribution de la gratuité accordée aux jeunes, stagiaires de la formation professionnelle continue, engagés dans l'un des dispositifs du Service public régional de formation et d'insertion professionnelles, et aux modalités de financement de cette mesure pour les années 2020, 2021 et 2022.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code des transports,

Vu l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs en Ile de France et notamment son article 1^{er},

Vu le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile de France,

Vu la délibération n° CR 18-10 du 17 juin 2010 du conseil régional d'Île-de-France relative au service public régional de formation et d'insertion professionnelle, dispositifs régionaux de la 2^e chance à destination des 16-25 ans,

Vu la délibération n° CP 11-526 du 7 juillet 2011 de la commission permanente du conseil régional d'Île-de-France relative à l'aide régionale au financement de la gratuité des transports destinée aux jeunes en insertion,

Vu la délibération n° CP 13-784 du 20 novembre 2013 de la commission permanente du conseil régional d'Île-de-France relative à l'aide régionale au financement de la gratuité des transports destinée aux jeunes en insertion : nouvelle convention régissant la mesure pour 2014-2016,

Vu la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 du conseil régional d'Île-de-France portant prorogation du règlement budgétaire et financier,

Vu la délibération n° CP 16-614 du 13 décembre 2016 de la commission permanente du conseil régional d'Île-de-France relative à l'aide régionale au financement de la gratuité des transports destinée aux jeunes en insertion : renouvellement du conventionnement pour 2017-2019,

Vu la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n°2007/0053 du 14 février 2007 relative à la création du titre gratuit relatif à la carte solidarité transport,

Vu la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n°2007/0702 du 10 octobre 2007 relative au passage de la carte solidarité transport sur Navigo,

Vu la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n°2011-622 du 6 juillet 2011 relative à la gratuité des transports accordée aux jeunes stagiaires de la formation professionnelle continue, engagés dans l'un des dispositifs du service public régional de formation et d'insertion professionnelle,

Vu la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n°2015-467 du 7 octobre 2015 approuvant le contrat entre le STIF et la RATP pour la période 2016-2020,

Vu la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n°2015-466 du 7 octobre 2015 approuvant le contrat entre le STIF et SNCF Mobilités pour la période 2016-2019,

Vu la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n° 2016/302 en date du 13 juillet 2016.

Vu la délibération n° CP 2020-114 du 4 mars 2020, portant adoption de la convention entre la région Île-de-France, Île-de-France Mobilités et le GIE COMUTITRES, fixant les conditions d'attribution du droit à la gratuité, de la délivrance du titre et des modalités de financement de la mesure « gratuité des transports pour les jeunes en insertion » pour les années 2020, 2021 et 2022,

Vu la délibération du conseil régional d'Île-de-France n° CP 2022-108 du 23 mars 2022, portant avenant à la convention relative à la gestion de la gratuité des transports pour les jeunes en insertion.

ENTRE

La région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil - 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par la présidente du conseil régional, Madame Valérie PECRESSE,

ci-après désigné « Région »,

ET

Île-de-France Mobilités, établissement public à caractère administratif, dont le siège est situé à Paris 9e, 41 rue de Châteaudun, numéro de SIRET n° 287 500 078 00020, représenté par Monsieur Laurent PROBST, en sa qualité de directeur général, dûment habilité à cet effet par la délibération du Conseil n° XXX.

ci-après désigné « Île-de-France Mobilités »,

ET

Comutitres, groupement d'intérêt économique au capital de 0 €, inscrit au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le n°433 136 066 dont le siège est à Paris (9^{ème}), 21, Boulevard Haussmann, représenté par Monsieur Christophe LEMAIRE, en qualité d'Administrateur,

ci-après désigné « Comutitres ».

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Considérant que les dispositifs « compétences de base professionnelles » et « soutien régional aux groupements de créateurs et à leur tête de réseau, l'ANGC » accueillent un public de jeunes de 16-25 ans, ayant le statut de stagiaire de la formation professionnelle et effectuant des parcours de formation dont la durée nécessite d'accéder à la gratuité des transports,

ARTICLE 1 : objet de l'avenant

Conformément aux dispositions de l'article 5.4 de la convention 2020-2022, le présent avenant a pour objet de modifier le périmètre des publics bénéficiaires de la mesure gratuité des transports pour les jeunes en insertion financée par la Région pour y inclure les jeunes relevant des dispositifs « compétences de base professionnelles » et « soutien régional aux groupements de créateurs et à leur tête de réseau, l'ANGC ».

ARTICLE 2 : les parties modifiées de la convention 2020-2022 :

Les modifications apportées à la convention 2020-2022 sont les suivantes :

☛ Le préambule est modifié comme suit :

Le paragraphe suivant : « la Région souhaite renforcer l'aide apportée aux jeunes âgés de 16 à 25 ans inclus, sans emploi, sortis du système scolaire, ayant le statut de stagiaires de la formation professionnelle continue et engagés dans l'un des dispositifs **du service public régional de formation et d'insertion professionnelles** en les faisant bénéficier de la gratuité des transports collectifs pendant la durée de leur formation. »

Est remplacé par : « la Région souhaite renforcer l'aide apportée aux jeunes âgés de 16 à 25 ans inclus, sans emploi, sortis du système scolaire, ayant le statut de stagiaire de la formation professionnelle continue et engagés dans l'un des dispositifs suivants : **espaces dynamiques d'insertion (EDI), parcours entrée dans l'emploi (PEE), écoles de la 2^{ème} chance (e2c), programmes qualifiants, compétences de base professionnelles (CBP) et soutien régional aux groupements de créateurs et à leur tête de réseau, l'ANGC,** en les faisant bénéficier de la gratuité des transports collectifs pendant la durée de leur formation. »

☛ L'article I.1 « *Objet de la convention* » est modifié comme suit :

« La présente convention a pour objet :

- d'encadrer les conditions d'attribution pendant les années civiles 2020, 2021 et 2022 du droit à la gratuité des transports publics franciliens à certains jeunes, stagiaires de la formation professionnelle continue, engagés dans l'un des dispositifs suivants : **espaces dynamiques d'insertion (EDI), parcours entrée dans l'emploi (PEE), écoles de la 2^{ème} chance (e2c), programmes qualifiants, compétences de base professionnelles (CBP) et soutien régional aux groupements de créateurs et à leur tête de réseau, l'ANGC;**
- de fixer les conditions dans lesquelles la Région participe au financement de ce dispositif pour les années 2020, 2021 et 2022 ;
- de définir les responsabilités de la Région Île-de-France et d'Île-de-France Mobilités dans la l'organisation de l'attribution de ce droit, de la délivrance du Forfait Gratuité Transport et de l'information du public qui en est faite. »

☛ L'article 2.1 « *Conditions d'attribution de la gratuité* » est modifié comme suit :

Le paragraphe suivant : « Conformément aux délibérations du Syndicat des Transports d'Île-de-France 2011/0622 du 06/07/2011, la gratuité des transports publics franciliens est accordée aux jeunes, âgés de 16 à 25 ans inclus, résidant en Île-de-France, sans emploi, sortis du système scolaire, et engagés avec le statut de stagiaire de la formation professionnelle continue dans l'un des dispositifs **du service public régional de formation et d'insertion professionnelles : Avenir Jeunes, programmes Qualifiant, Ecole de la Deuxième chance.** »

Est remplacé par : « Conformément aux délibérations du Syndicat des Transports d'Île-de-France 2011/0622 du 06/07/2011, la gratuité des transports publics franciliens est accordée aux jeunes, âgés de 16 à 25 ans inclus, résidant en Île-de-France, sans emploi, sortis du système scolaire, et engagés avec le statut de stagiaire de la formation professionnelle continue dans l'un des dispositifs suivants : **espaces dynamiques d'insertion (EDI), parcours entrée dans l'emploi (PEE), écoles de la 2^{ème} chance (E2c), programmes qualifiants, compétences de base professionnelles (CBP) et soutien régional aux groupements de créateurs et à leur tête de réseau, l'ANGC.** »

ARTICLE 3 : date d'effet

Le présent avenant prend effet à la date de sa signature par les parties.

Fait à Saint-Ouen-sur Seine le

en trois exemplaires originaux dont un sera remis à chaque signataire.

Pour Île-de-France Mobilités,
Le Directeur Général

Christophe LEMAIRE

Laurent PROBST

Pour la région Île-de-France,

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

Pour Comutitres,
L'Administrateur du GIE,

Valérie PECRESSE

